



Séance ordinaire du lundi 23 novembre 2020

L'an deux mille-vingt et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés en visioconférence, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Animation du territoire

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Geniès BALAZUN, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Hind EMAD, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Frédéric LAFFORGUE, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Lionel LOPEZ, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, Joël RAYMOND, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA, Patricia WEBER.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Jean-François AUDRIN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Sébastien COTE, Guy LAURET, Clothilde OLLIER, Isabelle TOUZARD, Joëlle URBANI, François VASQUEZ.

Absent(es) / Excusé(es) :

Abdi EL KANDOUSSI, Stéphanie JANNIN, Patricia MIRALLES, Philippe SAUREL

Animation du territoire - Piscine Olympique d'Antigone - Convention d'occupation temporaire du domaine public - Locaux destinés à une occupation commerciale - Attribution - Autorisation de signature

Monsieur Christian ASSAF, Vice-Président, rapporte :

La Piscine Olympique d'Antigone, située avenue Jacques-Cartier à Montpellier est un équipement sportif inauguré en 1996 d'une superficie de 10 000 m² qui accueille des compétitions nationales, européennes et internationales.

Ce bâtiment de verre et de métal conçu par Ricardo Bofill comprend un bassin olympique (« Vénus ») entouré de gradins d'une capacité d'environ deux mille spectateurs, un bassin de loisirs (« Aphrodite ») couvert par un toit mobile, un gymnase (« Olympie ») de 850 m² pour la pratique des sports collectifs, et plus de 1 000 m² d'espaces exploitables.

Cette propriété appartient au domaine public de Montpellier Méditerranée Métropole.

La Piscine Olympique d'Antigone comprend des locaux destinés à une occupation commerciale d'une superficie d'environ 150 m².

En vue de valoriser ces locaux, la délibération n° 10958 du 28 juin 2012 a autorisé la signature de la convention d'occupation temporaire du domaine public pour l'exploitation de locaux destinés à une activité de commerce d'articles de sport, maillots de bain, bimbeloterie, carterie et tous produits annexes, avec la société SWIMMER. La convention a été conclue le 2 juillet 2012 pour une durée de 10 ans.

Aux termes d'un courrier daté du 7 août 2020 et signifié le 10 août 2020, Montpellier Méditerranée Métropole n'a eu d'autre choix que de constater la résiliation pour faute de la convention d'occupation conclue avec la société SWIMMER.

Rappel de la procédure :

Conformément à l'ordonnance n° 2017-562 du 19 avril 2017 entrée en vigueur le 1^{er} juillet 2017, « *sauf dispositions législatives contraires, lorsque le titre mentionné à l'article L. 2122-1 permet à son titulaire d'occuper ou d'utiliser le domaine public en vue d'une exploitation économique, l'autorité compétente organise librement une procédure de sélection préalable présentant toutes les garanties d'impartialité et de transparence, et comportant des mesures de publicité permettant aux candidats potentiels de se manifester* ».

Afin de se conformer à cette obligation législative et réglementaire, une procédure de sélection préalable a été lancée le 25 août 2020 en vue de la conclusion d'une convention d'occupation temporaire du domaine public relative aux locaux destinés à une occupation commerciale d'une superficie d'environ 150 m².

Conformément à ce nouveau cadre juridique, la procédure de sélection préalable a fait l'objet de mesures de publicité sur la plateforme des marchés publics dématérialisés et sur le site internet de Montpellier Méditerranée Métropole.

La date limite de remise des offres des candidats a été fixée au 14 octobre 2020.

Un seul candidat a remis son dossier de candidature dans les délais prescrits.

La date de prise d'effet de la convention d'occupation du domaine public est fixée à compter de sa signature par les parties. La durée d'exécution de ladite convention est de six ans.

Choix du candidat :

Dans le cadre de la procédure de sélection, une étude de la proposition présentée par l'unique candidat a été effectuée. L'offre de la société SWIIIM (enseigne La boutique de la piscine by swiiim.fr) représentée par Mme Sarah TOUMI-BRADLEY, et M. Simon DUFOUR, agissant en qualité de co-gérants, est une offre économiquement avantageuse qu'il est proposé de retenir.

Caractéristiques de la future convention :

L'objet de la convention est d'autoriser le bénéficiaire, en contrepartie d'une redevance, à occuper ces locaux en proposant une activité de commerce d'articles de sport, maillots de bain, bimbeloterie, carterie et tous produits annexes.

La redevance annuelle proposée par la société SWIIIM comprend une part fixe qui s'élève à 15 000 € HT, et une part variable correspondant à 2,5% du chiffre d'affaires HT réalisé par la société, le montant cumulé des parts fixe et variable de la redevance ne devant pas dépasser 10% du chiffre d'affaires HT.

De surcroît, cette convention prévoit que seront à la charge de l'occupant la fourniture des matériels, l'équipement, la maintenance et l'entretien des locaux.

En sus des charges individualisables et de la redevance, l'occupant acquittera une quote-part des charges communes non individualisables au prorata de la surface occupée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- d'approuver le choix de la société SWIIIM en tant qu'occupant temporaire du domaine public des locaux destinés à une occupation commerciale d'une superficie d'environ 150 m² sis 229, avenue Jacques Cartier, à Montpellier ;
- d'approuver le projet de convention d'occupation temporaire du domaine public à conclure avec la société SWIIIM ;
- de dire que les recettes seront inscrites au budget de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 933 ;
- d'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 07/12/20

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 7 décembre 2020

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20201123-147766-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 07/12/20

Liste des annexes transmises en préfecture:

- AOT2020POA2 - Projet de convention vd.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.